

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA TOITURE DU BÂTIMENT HYPATHIE ET MISE EN ŒUVRE D'UNE ISOLATION THERMIQUE - OBSERVATOIRE DE MEUDON

Date et heure limites de réception des offres :
Le 13 juillet 2026 à 17:00

Observatoire de Paris
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,
BP 12
75014 PARIS

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux de remplacement de la toiture du bâtiment Hypathie et mise en œuvre d'une isolation thermique - Observatoire de Meudon
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	0
	Délai de validité des offres	
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	24 mois maximum
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes/PSE.....	5
2.4 - Développement durable	5
2.5 - Fiches produits prévues au marché.....	5
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	8
5.1 - Documents à produire.....	8
5.2 - Visites sur site	10
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
6.1 - Transmission électronique	10
6.2 - Transmission sous support papier	12
7 - Examen des candidatures et des offres	12
7.1 - Sélection des candidatures	12
7.2 - Attribution des marchés.....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation	14
8 - Renseignements complémentaires.....	15
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	15
8.2 - Procédures de recours	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Les travaux de remplacement de la toiture du bâtiment Hypathie et mise en œuvre d'une isolation thermique au sein de l'Observatoire de Paris - site de Meudon.

Lieu(x) d'exécution :

Observatoire de Paris - site de Meudon

5 place Jules Janssen

92195 Meudon

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire, conclu à prix global et forfaitaire. Le prix du marché est celui indiqué dans l'acte d'engagement, dont le détail figure dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les candidats doivent reprendre, sans les modifier, les quantités indiquées dans la DPGF jointe au présent dossier de consultation. Toute offre dont la DPGF aurait été modifiée par le candidat (ajout, suppression ou modification de quantités, de postes ou de lignes) sera déclarée irrégulière au sens de l'article L2152-2 du Code de la commande publique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45261210-9	Travaux de couverture

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'Observatoire de Paris se réserve la possibilité de conclure, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché.

Les marchés de prestations similaires pourront être conclus pendant une période maximale de trois (3) ans à compter de la date de notification du présent marché.

Les conditions d'exécution de ces marchés seront définies lors de leur conclusion, dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes/PSE

Aucune variante ou PSE ne sont autorisées.

2.4 - Développement durable

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de protection de l'environnement, de gestion des déchets, de prévention des pollutions et de préservation des ressources naturelles.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires pour limiter les nuisances et les impacts environnementaux liés à l'exécution des prestations. Il applique les prescriptions environnementales définies au CCTP et veille à la valorisation ou à l'élimination des déchets dans les filières autorisées.

Le titulaire informe le maître d'ouvrage de toute mesure susceptible d'améliorer la performance environnementale de l'opération et formule, le cas échéant, des propositions d'amélioration.

Le présent marché comporte une condition d'exécution à caractère environnemental. Le non-respect de ces obligations pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 16 du CCAP, sans préjudice des autres mesures contractuelles pouvant être mises en œuvre.

2.5 - Fiches produits prévues au marché

Concernant les produits et matériels installés, les fiches produites devront être fournies avec l'offre et devront obligatoirement répondre aux normes européennes en vigueur.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

3.1.1-Durée du contrat

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

Il prend fin à l'issue de l'exécution complète des prestations et de la réception des travaux, sans préjudice de l'application des garanties légales et contractuelles.

La durée globale du marché ne pourra excéder vingt-quatre (24) mois à compter de sa notification.

3.1.2 - Délai d'exécution

Le candidat remet dans son offre un planning prévisionnel détaillé précisant les différentes phases de l'opération.

Le délai proposé par le candidat devra respecter les délais plafonds fixés ci-dessous.

À titre indicatif, la durée prévisionnelle de l'opération est estimée à :

- deux (2) mois de préparation de chantier ;
- cinq (5) mois d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant leur commencement.

Une prolongation du délai d'exécution pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux et aux prescriptions du CCTP (article 3.13 - Conditions d'accès au site). Tout le personnel intervenant devra obligatoirement faire l'objet d'une procédure d'habilitation préalable, dont les délais moyens sont de 4 à 6

semaines. L'entreprise devra anticiper ces démarches sans que les délais d'habilitation puissent justifier un retard dans l'exécution des travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le présent Règlement de la consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) ;
 - Rapport Amiante Avant Travaux (RAAT) ;
 - Diagnostic structure ;
 - Dossier graphique (plans et documents graphiques).
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'attestation de visite remise lors de la visite obligatoire du site ;

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principaux travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique	Non
Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de cinq ans seront pris en compte.	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'encadrement technique pendant les 3 dernières années	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non

Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
--	-----

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et son annexe la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) Les candidats doivent reprendre, sans les modifier, les quantités indiquées dans la DPGF jointe au présent dossier de consultation. Toute offre dont la DPGF aurait été modifiée par le candidat (ajout, suppression ou modification de quantités, de postes ou de lignes) sera déclarée irrégulière au sens de l'article L2152-2 du Code de la commande publique.	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du marché (répondant aux critères de sélection des offres, précisés à l'article	Non
Les produits et matériels installés, les fiches produites devront être fournies avec l'offre et devront obligatoirement répondre aux normes européennes en vigueur.	Non
L'attestation de visite remise lors de la visite	Non
Planning	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire afin de permettre aux candidats de prendre connaissance de la zone d'intervention faisant l'objet du marché, sur le site de Meudon.

Dates/heures des visites sont les suivants :

Date	Heure
Lundi 22 juin	10h00
Vendredi 26 juin	14h00

Adresses du site: **Meudon** : 5, place jules Janssen - 92190 MEUDON

À cette fin, les candidats doivent impérativement prendre rendez-vous auprès du référent technique de l'Observatoire de Paris, dont les coordonnées figurent ci-dessous, au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de remise des offres.

Contact : DIL	Courriel : damien.faugere@obspm.fr et direction.dil@obspm.fr
---------------	---

Une attestation de visite sera remise aux candidats à l'issue de la visite. Cette attestation devra être jointe à l'offre.

Compte tenu de la nature des installations et des contraintes techniques et de sécurité associées, l'absence de visite est susceptible d'entraîner l'irrégularité de l'offre.

En tout état de cause, les candidats ne pourront invoquer une méconnaissance des lieux, des contraintes d'exploitation ou des caractéristiques des installations à l'appui d'une réclamation postérieure à la notification du marché.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,
BP 12
75014 PARIS

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services

de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée, dans un délai approprié, en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière à l'issue de la négociation ou de la demande de régularisation, sera éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et qu'elle ne soit pas substantielle.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Critère n° 1 - Valeur Prix (prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement)	60 points
Méthode de notation : Note = (offre la moins-disant / offre du candidat) x 60	
Critère n° 2 - Valeur Technique	32 points
Sous-critère 2.1 : Compréhension du projet et méthodologie d'exécution Seront notamment appréciés : <ul style="list-style-type: none"> ➤ La compréhension des enjeux de l'opération ; ➤ La prise en compte des contraintes du site occupé ; ➤ Modalités de signalement et de traitement des aléas et découvertes en cours de chantier (état de la charpente existante, désamiantage, etc.) ➤ L'organisation générale du chantier ; ➤ Le phasage des travaux ; ➤ Les modalités d'accès et d'approvisionnement ; ➤ Les mesures prévues pour garantir la continuité d'exploitation du site ; ➤ Les mesures de protection des ouvrages existants ; ➤ Les procédures prévues en cas d'intempéries ; ➤ Les dispositions garantissant le maintien de la mise hors d'eau pendant les travaux ; ➤ La cohérence du planning d'exécution, respect des délais plafonds Mémoire limité à 5 pages hors annexes (police Arial, taille 10) Annexes admises : Admis (uniquement planning en grand Format+ schéma PIC)	20 points
Sous-critère 2.2 : Qualité des moyens humains et techniques affectés à l'opération : Seront notamment appréciés : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Moyens humains : <ul style="list-style-type: none"> -La pertinence de l'équipe dédiée : qualifications et expériences des intervenants, organigramme, CV, interaction des équipes, organisation de l'encadrement du chantier...) en phase étude exécution, travaux, AOR et GPA ; -Les références chantiers similaires de réfection de toiture et d'étanchéité (noté sur 6 points). ➤ Moyens techniques : les matériels et équipements spécifiquement affectés à l'opération (noté sur 6 points) Mémoire limité à 3 pages hors annexes (police Arial, taille 10)	12 points

Critère n° 3 : Performance environnementale des travaux de toiture et d'étanchéité	8 points
<p>Sous-critère 3.1 - La qualité environnementale et technique des produits et matériaux proposés (4 points)</p> <p>Le candidat transmettra la liste des produits et matériaux proposés, accompagnée des références et fiches techniques correspondantes.</p> <p>Seront notamment appréciés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La qualité et la durabilité des matériaux proposés ; ➤ Leurs performances techniques ; ➤ Leur recyclabilité ou valorisation en fin de vie ; ➤ Leurs caractéristiques environnementales éventuelles ; ➤ Leur contribution à la pérennité de l'ouvrage. <p>Sous-critère 3.2 - Démarche environnementale dédiée à l'opération (4 points)</p> <p>Seront notamment appréciés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Modalités de gestion, de tri et de traçabilité des déchets issus des travaux, ➤ Les mesures favorisant le recyclage et la valorisation des matériaux déposés, ➤ Les démarches relevant de l'économie circulaire, ➤ Les dispositions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre liées aux travaux ➤ Établissement d'un bilan en fin de chantier... <p>Nombre de pages maximum : 2 (police Arial, taille 10)</p> <p>Annexes admises : Admis (uniquement fiches technique produits et matériels)</p>	

10 pages maximum en dehors de la page de garde et la présente page.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les candidats les mieux classés, ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

Si un candidat estime avoir identifié une incohérence ou une erreur manifeste dans les quantités de la DPGF, il peut en faire part au pouvoir adjudicateur dans le cadre des questions posées via le profil d'acheteur, dans les conditions et délais précisés ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur appréciera l'opportunité d'apporter, le cas échéant, une modification au DCE dans les conditions de l'article 4, applicable à l'ensemble des candidats.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46